



## “Un acte de censure scientifique stupéfiant” : une revue rétracte une étude évaluée par des pairs critiquant le vaccin Covid-19

Lundi, la revue Cureus a rétracté le premier article évalué par des pairs qui présentait une analyse approfondie des données des essais du vaccin ARNm Covid-19 et des lésions consécutives à l'injection. Les auteurs de l'article ont également appelé à un moratoire mondial sur les vaccins.

Par [Brenda Baletti](#)

Mondialisation.ca, 05 mars 2024

[The Defender](#) 28 février 2024

Thème: [Science et médecine](#),  
[Transnationales](#)

Analyses: [COVID-19](#)

Lundi, la revue Cureus a rétracté le premier [article évalué par des pairs](#) qui présentait une analyse approfondie des données des essais du vaccin ARNm Covid-19 et des lésions consécutives à l'injection. Les auteurs de l'article ont également [appelé à un moratoire mondial sur](#) les vaccins.

[Le Dr Peter McCullough](#), l'un des auteurs de l'article, a qualifié la rétractation d'"acte stupéfiant de censure scientifique". Il a dit au Defender :

“La revue et ses rédacteurs avaient le droit de rejeter l'article à tout moment au cours du processus d'examen. Une fois publié, la rétractation d'un article sans justification adéquate constitue une violation des [lignes directrices du Comité d'éthique de la publication \(COPE\)](#) “.

[Le document](#), publié le mois dernier, décrit en détail les graves effets nocifs potentiels des vaccins, les problèmes de contrôle et de traitement des vaccins, les mécanismes à l'origine des effets indésirables, les raisons immunologiques de l'inefficacité des vaccins et les données relatives à la mortalité issues des essais d'homologation.

Les auteurs de l'article ont conclu :

“L'approbation par l'agence fédérale des produits injectables à base d'ARNm [Covid-19](#) sur la base d'une couverture générale de la population n'était pas étayée par une évaluation honnête de toutes les données d'enregistrement pertinentes et par une prise en compte proportionnelle des risques par rapport aux avantages.

Ils ont également demandé que les vaccins soient immédiatement retirés du [calendrier de vaccination des enfants du CDC](#) (Centres de contrôle et de prévention des maladies) et que les rappels soient suspendus.

Le document a été [lu plus de 350 000 fois](#) dans le mois qui a suivi sa publication. Un article moyen de Cureus n'est consulté qu'à environ 2 700 reprises au cours d'une année entière.

M. McCullough a indiqué que [Tim Kersjes](#), responsable de l'intégrité de la recherche chez

Springer Nature, qui publie Cureus, a informé les auteurs la semaine dernière que la revue rétractait l'article. M. Kersjes a soulevé huit points de préoccupation, auxquels M. McCullough a déclaré que les auteurs avaient déjà répondu dans le cadre d'un processus exhaustif d'examen par les pairs.

Le Dr McCullough a déclaré au Defender :

"Je soupçonne Kersjes et Springer Nature d'avoir subi des pressions de la part du puissant [complexe bio-pharmaceutique](#), composé d'organisations de santé publique coordonnées, de fabricants de vaccins et d'organismes de réglementation, pour censurer notre article afin d'empêcher la communauté médicale d'obtenir des informations cruciales sur la sécurité des vaccins.

"Nous avons rejeté la rétractation, nous avons fait appel et nous signalerons cette action contraire à l'éthique à toutes les autorités compétentes, tout en continuant à publier ailleurs".

M. Nathaniel Mead, l'auteur principal de l'article, a déclaré au Defender qu'il craignait depuis le premier jour que la revue ne subisse des pressions pour rétracter l'article.

J'ai su dès que j'ai appuyé sur le bouton "publier" de Cureus le 24 janvier, à la suite d'un processus d'examen approfondi et de multiples re-soumissions, que nous avions affaire à une bombe à retardement", a déclaré M. Mead.

"En citant des preuves solides et en exposant la manière dont les essais parrainés par l'industrie ont induit le public en erreur, notre article fondé sur des données probantes a été un véritable réquisitoire contre l'entreprise du vaccin COVID-19".

## Les "rétractations prédatrices" profitent à Big Pharma

[John Adler](#), de l'université de Stanford, et [Alexander Muacevic](#), de l'université de Munich, ont fondé Cureus en 2009. Il s'agit d'une revue médicale générale en ligne à accès libre, évaluée par des pairs, dont les coûts de publication sont peu élevés.

Le géant de l'édition universitaire [Springer Nature a racheté Cureus](#) en décembre 2022.

Springer Nature est un conglomérat d'édition fondé en 2015 par la fusion de Nature Publishing Group, Palgrave Macmillian, Macmillan Education et Springer Science+Business Media.

L'éditeur a généré [1,8 milliard d'euros en 2022](#), affichant une croissance continue d'une année sur l'autre depuis 2020.

Springer Nature dispose d'un [groupe interne d'intégrité de la recherche](#) chargé de veiller à ce que le contenu scientifique de l'entreprise soit "[rigoureusement évalué](#)". Lorsque des questions nécessitant l'intervention d'"experts en intégrité de la recherche" se posent, l'équipe de résolution, dirigée par M. Kersjes, intervient.

Le 16 février, M. Kersjes a informé les auteurs que les rédacteurs de la revue prévoyaient de rétracter l'article, en précisant que la revue "avait été récemment informée de plusieurs préoccupations concernant la validité du travail".

Selon le texte de l'e-mail, publié sur Substack par [Steve Kirsch](#), un autre des coauteurs de l'article, ces préoccupations "ne peuvent, à notre avis, être résolues par une correction".

M. Kersjes a indiqué aux auteurs qu'ils avaient la possibilité d'accepter ou de refuser la rétractation, ce qui serait indiqué sur le site web.

Ils n'étaient pas d'accord. "Nous rejetons vigoureusement cette décision arbitraire et capricieuse, prise a posteriori, de la part de M. Kersjes et de ses supérieurs de Springer", ont-ils écrit.

La lettre de M. Kersjes fait état de préoccupations concernant les affirmations des auteurs au sujet de [données sur la mortalité toutes causes confondues, du](#) système de notification des événements indésirables liés aux vaccins ([VAERS](#)), du nombre de décès dus à la vaccination par rapport au nombre de vies sauvées, de la possibilité de [contamination des vaccins](#), de l'affirmation selon laquelle les vaccins n'ont pas fait l'objet de tests de sécurité et d'efficacité adéquats, de la déclaration "incorrecte" selon laquelle [les protéines spike restent dans l'organisme](#) et peuvent avoir des effets néfastes et que [les vaccins sont des produits de](#) thérapie génique.

Dans leur [réfutation](#), les auteurs ont répondu à chaque critique en expliquant leur argumentation et en fournissant des citations à l'appui. Ils ont noté que les huit évaluateurs de l'article et les rédacteurs en chef de la revue avaient jugé leurs réponses satisfaisantes.

Quelques jours après la publication initiale, M. Adler, qui est le rédacteur en chef de Cureus, a déclaré au site web [Retraction Watch](#), qui est favorable envers l'industrie: "Notre réponse éditoriale a été une vigilance accrue au cours du processus d'évaluation par les pairs, avec 8 évaluateurs différents pesant sur la publication ou non, y compris quelques-uns ayant de solides connaissances en statistiques. Par conséquent, un processus crédible d'évaluation par les pairs a été suivi et les conséquences sont tombées comme elles l'ont dû".

M. Adler a également déclaré que la revue procéderait à une réévaluation si des "failles fatales" étaient identifiées. "Le processus de décision de Cureus contraste fortement avec la décision éditoriale d'Elsevier de censurer l'article en utilisant des arguments ad hominem.

Cependant, un porte-parole de Cureus a déclaré aujourd'hui au Defender: "Après la publication, des inquiétudes ont été soulevées concernant un certain nombre d'affirmations faites dans l'article et une enquête menée par Cureus et l'équipe de Springer Nature chargée de l'intégrité de la recherche a identifié plusieurs problèmes avec l'article qui ont justifié une rétractation".

Le porte-parole a ajouté: "Il est préférable que de tels problèmes soient détectés lors de l'examen par les pairs, mais ce n'est malheureusement pas toujours le cas. Il est donc important, comme cela s'est produit dans ce cas, que lorsque des problèmes sont soulevés après la publication, ils soient traités rapidement afin de préserver l'intégrité du dossier universitaire."

Les [auteurs affirment](#) dans leur réfutation que la plupart des préoccupations "semblent être adaptées, directement ou indirectement, des nombreux commentaires faits par les trolls bien connus de l'industrie des vaccins sur les médias sociaux, [Jonathan Laxton](#) et Matthew Dopler", qui ont [fréquemment commenté](#) l'article sur le site web de Cureus.

M. Mead a déclaré au Defender qu'il soupçonnait également les rédacteurs en chef et

l'éditeur d'avoir subi des pressions de la part de l'industrie :

“Au moins quatre des points de rétractation semblent être des prises de position émises directement par l'industrie du vaccin – une tentative concertée de déclarer, par exemple, que les vaccins ARNm ne sont pas des produits de thérapie génique, que ces produits ne sont pas contaminés par des niveaux élevés d'ADN, qu'ils ne persistent pas dans le corps et ne provoquent pas d'effets indésirables, et enfin, le plus incroyable, que les produits ARNm ont fait l'objet de tests de sécurité et d'efficacité adéquats”.

M. Mead a ajouté : “Dès qu'un article contre-narratif important est publié et que ses conclusions commencent à attirer l'attention, les parties prenantes de Bio-Pharma exercent une pression considérable sur l'éditeur pour qu'il rétracte l'article”.

La rétractation a des implications qui vont au-delà de l'article, a déclaré M. Mead. Ces types de “rétractations prédatrices” profitent à l'entreprise bio-pharmaceutique, a-t-il déclaré, en dissimulant des informations sur les risques liés aux vaccins, en sapant la crédibilité de la recherche et des auteurs eux-mêmes.

“Cela va obliger les scientifiques qui s'intéressent à la vérité à chercher d'autres lieux et stratégies de publication, voire d'autres systèmes d'évaluation par les pairs”, a-t-il ajouté.

Springer Nature n'a pas répondu à une demande de commentaire.

## L'édition scientifique à la croisée des chemins

Dans une [tribune](#) publiée récemment [dans le JAMA](#), le [Dr John P.A. Ioannidis](#), épidémiologiste à Stanford, a affirmé que l'examen par les pairs et la publication scientifique se trouvaient à un “carrefour” et a demandé que des recherches soient menées sur le sujet en vue d'une prochaine conférence.

“L'édition scientifique est un marché énorme dont les marges bénéficiaires sont parmi les plus élevées de toutes les entreprises commerciales et qui soutient une économie biomédicale massive et une économie scientifique plus large”, a écrit M. Ioannidis. “De nombreuses parties prenantes tentent de tirer profit de la littérature scientifique ou de l'influencer d'une manière qui ne sert pas nécessairement la science ou n'améliore pas ses bénéfices pour la société.

Ioannidis est surtout connu pour son article fondateur de 2005 intitulé “[Why Most Published Research Findings Are False](#)” ([Pourquoi la plupart des résultats de recherche publiés sont faux](#)), dans lequel il affirme que les scientifiques “peuvent avoir des préjugés uniquement en raison de leur croyance en une théorie scientifique ou de leur engagement à l'égard de leurs propres résultats”.

Dans cet article, il écrit : “Les chercheurs prestigieux peuvent supprimer, par le biais du processus d'évaluation par les pairs, l'apparition et la diffusion de résultats qui réfutent leurs conclusions, condamnant ainsi leur domaine à perpétuer un dogme erroné”.

Allysia Finley, du Wall Street Journal, a [récemment noté](#) que cette dynamique était particulièrement prononcée dans la recherche sur le COVID-19, où des recherches erronées soutenant le discours dominant sont souvent publiées parce qu'elles renforcent les préjugés existants des pairs, tandis que d'autres scientifiques “luttent pour publier des recherches qui vont à l'encontre des idées reçues”.

Selon [Vinay Prasad, M.D., MPH](#), même les serveurs de préimpression – qui publient des articles scientifiques pendant qu'ils sont soumis à un examen par les pairs et n'ont pas eux-mêmes de processus d'examen par les pairs – sont utilisés pour censurer les articles scientifiques qui critiquent le CDC et les erreurs politiques commises par l'administration Biden.

M. Prasad a constaté que 38 % des articles soumis par son laboratoire aux serveurs de préimpression étaient rejetés ou supprimés, alors que ces mêmes articles étaient finalement publiés dans des revues et largement téléchargés.

Le serveur de préimpression du Lancet a également supprimé la [revue systématique](#) controversée de Hulscher et d'autres auteurs sur les résultats d'autopsie dans les cas de décès survenus après l'administration du vaccin Covid-19.

Certains éditeurs de premier plan comme [Taylor & Francis](#), et des revues de premier plan comme [Science Magazine](#), ont publié des articles sur les origines de Covid-19, par exemple, qui "ont violé leurs propres politiques éthiques et bafoué leurs propres normes en matière d'évaluation par les pairs" – en masquant les noms de contributeurs majeurs tels que le collaborateur de Wuhan et le virologue de l'Université de Caroline du Nord, le Dr. [Ralph Baric, Ph.D.](#), ou l'approbation d'articles n'ayant "pratiquement pas fait l'objet d'un examen par les pairs".

Pourtant, même lorsque ces décisions éditoriales sont exposées publiquement, les éditeurs ne prennent aucune mesure, a [rapporté le journaliste](#) d'investigation Paul D. Thacker.

Ces exemples, [écrit M. Thacker](#), font partie d'une "longue liste d'essais, d'études et d'analyses qui ont commencé à émailler la littérature scientifique de conclusions douteuses (dans le meilleur des cas) pendant la pandémie de Covid".

## Une règle du jeu familière ?

Il existe également une longue histoire d'efforts coordonnés pour faire taire et discréditer la science et les scientifiques qui remettent en question les récits dominants qui profitent aux [grandes sociétés pharmaceutiques](#) et [chimiques](#).

Par exemple, en 2013, une revue de chimie technique gérée par Elsevier, un autre grand éditeur scientifique mondial, a rétracté un article sur un [groupe de rats nourris au maïs génétiquement modifié de Monsanto](#) et à l'herbicide majeur de l'entreprise, le [Roundup](#).

L'auteur principal, Gilles-Éric Seralini, a étudié les effets du maïs génétiquement modifié et de l'herbicide sur une période de deux ans, plutôt que sur le court terme (90 essais portant uniquement sur les OGM ou l'herbicide) que Monsanto avait utilisé pour commercialiser ses produits comme étant non cancérigènes.

En réponse, Monsanto a mis en place une série de programmes secrets de suppression dont les documents internes de l'entreprise ont révélé plus tard qu'elle "[manipulait les évaluations par les pairs](#), s'engageait dans la [rédaction d'articles](#) qui blanchissaient la génotoxicité du Roundup, supprimait l'[analyse de génotoxicité](#) d'un scientifique indépendant et fournissait des [articles pré-rédigés](#) aux journalistes pour qu'ils les [publient de manière "indépendante"](#). Monsanto avait même un [contrat financier](#) avec le rédacteur en chef de la revue au moment où l'étude de deux ans a été rétractée", selon l'avocat [Michael Baum](#).

L'entreprise a également coordonné la [campagne de lettres aux rédacteurs en chef](#), avec des points de discussion rédigés à l'avance.

Seralini a été "goudronné et plumé hors de la ville scientifique", [écrit Baum](#) dans l'avant-propos de "[The Monsanto Papers](#)".

Cependant, grâce à un vide juridique, des milliers de pages de documents confidentiels internes de l'entreprise ont été publiées, révélant les détails des actions de Monsanto.

L'article de Seralini a été [republié](#) par la suite.

Quelques années plus tard, le [Centre international de recherche sur le cancer de l'Organisation mondiale de la santé](#) a analysé le glyphosate, l'ingrédient clé du désherbant de Monsanto, et l'a considéré comme [un cancérigène probable pour l'homme](#).

[Bayer](#), qui a acquis Monsanto en 2018, a [versé plus de 11 milliards de dollars de règlements](#) en mai 2022 pour des allégations de cancer, a reçu plus de deux milliards de jugements supplémentaires contre elle depuis lors, et fait face à plus de 30 000 poursuites supplémentaires.

Brenda Baletti, Ph. D.

La source originale de cet article est [The Defender](#)  
Copyright © [Brenda Baletti](#), [The Defender](#), 2024

---

Articles Par : [Brenda Baletti](#)

### A propos :

Brenda Baletti Ph.D. est journaliste au Defender. Elle a écrit et enseigné sur le capitalisme et la politique pendant 10 ans dans le cadre du programme d'écriture de l'université Duke. Elle est titulaire d'un doctorat en géographie humaine de l'université de Caroline du Nord à Chapel Hill et d'une maîtrise de l'université du Texas à Austin.

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si

vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)